

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 St Étienne

St Étienne, le 06/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PISCINES DESJOYAUX (ex. Forez Piscines)**

**ZI DU BAS ROLLET LA GOUYONNIERE**

**BP 280 - 42480 La Fouillouse**

Références : UID4243-DSSP-024-0108

Code AIOT : 0006104853

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2024 dans l'établissement PISCINES DESJOYAUX (ex. Forez Piscines) implanté ZI. du Bas Rollet - 42, avenue Benoît Fourneyron La Gouyonnière 42480 La Fouillouse. L'inspection a été annoncée le 20/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PISCINES DESJOYAUX (ex. Forez Piscines)
- ZI. du Bas Rollet - 42, avenue Benoît Fourneyron La Gouyonnière 42480 La Fouillouse
- Code AIOT : 0006104853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PISCINES DESJOYAUX exerce une activité de production de panneaux et structures de piscines en matières plastiques (polypropylène et polyéthylène). Le site dispose de deux ateliers de fabrication par injection et d'un atelier d'extrusion (production de granulés de matières plastiques). L'établissement exerce également une activité de négoce de produits d'entretien des eaux et d'accessoires divers pour les piscines.

Suite à une visite d'inspection du 17 avril 2019 la société PISCINES DESJOYAUX a transmis des compléments à la mise à jour de l'étude de dangers du site (datée du 27 mai 2016). Leur examen a

donné lieu à un rapport de l'inspection des installations classées et à un arrêté préfectoral complémentaire.

**Thèmes de l'inspection :** Risque incendie, gestion des effluents, récolement APMD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

#### **Il existe trois types de suites :**

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

L'exploitant indique avoir réalisé les analyses PFAS sur trois mois dans le cadre de l'arrêté du 20 juin 2023 (relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation). Il transmet les résultats d'analyse sans leur interprétation et renseigne les résultats des deux premiers mois de contrôle sur l'interface GIDAF. Ces analyses ont été menées sur les rejets d'eaux usées industrielles, provenant du circuit fermé de refroidissement des presses sans analyse préalable des fiches de données de sécurité ni du contact avec les fournisseurs afin de déterminer la présence de PFAS ou non. Les eaux pluviales n'ont pas été contrôlées à ce sujet. Il apparaît que le prélèvement d'eau de refroidissement des presses n'est pas opportun compte tenu que ces eaux ne sont pas

directement en contact avec les matières plastiques où l'on pourrait retrouver des PFAS. Un prélèvement sur les eaux en contact avec les matières plastiques apparaît plus pertinent pour effectuer la recherche de PFAS.

Par ailleurs, lors de la visite, l'inspection s'est interrogée sur le système de refroidissement des presses. L'inspection invite l'exploitant à déterminer s'il s'agit d'un dispositif fonctionnant avec un fluide frigorigène, s'il s'agit d'un processus adiabatique, d'un système sec (air/air) ou bien d'une tour aéroréfrigérante.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejet des effluents	Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.3.1 et 4.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Dispositif de pré-traitement des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Confinement des eaux accidentellement polluées	Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.8.7	Demande d'action corrective	3 mois
6	Besoin en eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
7	Régularisation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R512-46-23 – II	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Convention de rejet	Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.4.3	Sans objet
5	Dispositif de sécurité – vérification périodique	Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 6.4.5	Sans objet
8	Régularisation	Arrêté Préfectoral de Mise en	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	administrative	Demeure du 11/12/2018, article 1	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant connaît le fonctionnement de ses **réseaux de collecte d'effluents**. **Cependant, il doit mettre à jour le plan** conformément aux prescriptions qui s'y appliquent en s'assurant que l'interdiction du mélange des différents types d'effluents soit respectée afin qu'aucune dilution ne soit permise, à minima en amont des points de prélèvement pour les analyses de contrôle périodique.

Afin d'assurer le confinement des eaux d'extinction d'incendie, l'exploitant doit **établir et afficher de manière pertinente des procédures encadrant la manipulation des dispositifs d'obturation des réseaux de collecte d'effluents** et assurer un programme de formation du personnel à cet effet.

L'exploitant effectue par le biais d'un prestataire les contrôles périodiques liés au risque incendie (extincteurs, blocs de secours et trappe de désenfumage...).

L'inspection indique que le responsable du site doit appliquer chaque prescription auxquelles les installations de son site sont soumises. **L'inspection rappelle la nécessité de porter à connaissance du préfet les modifications de nature à entraîner un changement notable. Ceci, avant leur mise en œuvre et avec tous les éléments d'appréciation (Article R512-46-23 du Code de l'environnement).**

Il doit par ailleurs s'assurer de la mise en œuvre des prescriptions applicables aux stockages de billes plastiques (Décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement).

Par ailleurs ; les différents points de l'arrêté de mise en demeure (APMD) ont été régularisés par l'exploitant et l'APMD du 11/12/2018 peut donc être levé.

**De plus, dans les plus brefs délais l'exploitant doit ;**

- **confirmer la destination des eaux pluviales (réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration ou milieu naturel) afin de déterminer les paramètres à mesurer lors des analyses périodiques adéquates qui n'ont jamais été mises en œuvre,**
- **installer la réserve d'eau complémentaire pour répondre aux besoins en eau d'extinction incendie, en veillant à assurer des conditions d'accès et de stationnement (surface minimale) pour le SDIS,**
- **transmettre le porter-à-connaissance relatif aux travaux réalisés en 2023.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.3.1 et 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux de canalisation des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Art.4.3.1 les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.  Art.4.3.2 Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, ... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un plan des réseaux de collecte d'effluent et en a la maîtrise. Ce dernier n'est pas à jour des modifications effectuées lors des précédents travaux.  L'exploitant indique que les eaux usées sanitaires des vestiaires du bâtiment principal rejoignaient le réseau d'eaux pluviales et ont été supprimées. L'inspection souligne la nécessité de disposer de réseau de type séparatif, à minima en amont des points de prélèvement pour les analyses de contrôle périodique, afin qu'aucune dilution ne soit permise.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit mettre à jour le plan des réseaux de collecte d'effluent conformément aux prescriptions qui s'y appliquent.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Convention de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Convention de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fera en accord avec le gestionnaire du réseau ; une convention préalable sera passée. Cette convention fixera les caractéristiques des effluents déversés en conformité aux seuils du présent arrêté. Les obligations de l'industriel en matière d'autosurveillance de ses rejets seront rappelées ainsi que les modalités de prétraitement prévu. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection la convention de rejet datée du 8 décembre 2022 avec SAINT-ÉTIENNE Métropole (SEM). Ainsi, l'exploitant bénéficie d'une autorisation à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues de l'activité de fabrication de piscines dans le réseau d'assainissement de SEM via deux branchements. La convention indique également l'interdiction du mélange des différents types d'effluents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Dispositif de pré-traitement des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparateurs d'hydrocarbures, présence du dispositif et entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> 4.2.2 [...] Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants devront être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits.  4.6.
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'un séparateur d'hydrocarbures, à l'EST, en aval. Il est situé à la sortie du bassin de rétention. L'exploitant transmet à l'inspection le bordereau de suivi de déchet (BSD), justificatif du curage effectué le 14 juin 2023.  L'exploitant indique qu'aucune analyse d'eaux pluviales n'a été réalisée à ce jour.  Les eaux pluviales de la partie OUEST ne transitent pas par un dispositif de traitement. Aussi l'inspection et l'exploitant concluent à l'absence de risque de pollution aux hydrocarbures car les effluents canalisés à cet endroit transitent sur des voiries de stockage où circulent seulement des fenwicks fonctionnant à l'électricité ou au gaz.  Cependant, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la présence de granulés plastiques au sol sur les aires et interroge sur le procédé mis en place pour les récupérer avant rejet.  <b>A ce titre, a été pris le Décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit se renseigner sur : <ul style="list-style-type: none"><li>- la destination des eaux pluviales ; réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration ou milieu naturel,</li><li>- les prescriptions applicables aux stockages de billes plastiques (Décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement)</li></ul> Il doit également : <ul style="list-style-type: none"><li>- effectuer les analyses de manière périodique conformément aux prescriptions applicables,</li><li>- mettre en place, le cas échéant, les prescriptions qui s'appliquent à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 4 : Confinement des eaux accidentellement polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.8.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction d'incendie, volume et vannes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Bassin de confinement Les installations [...] doivent être équipées d'un bassin de confinement . Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il aura une capacité minimum de 1000m3
<b>Constats :</b>  La rétention des eaux polluées issues de l'extinction d'un incendie s'effectue par le biais :  - du bassin de rétention à l'issue duquel se situe un séparateur d'hydrocarbures puis d'une vanne (n°1) de fermeture de l'exutoire "EST" en aval du site ; o lors de la visite l'exploitant teste le système de fermeture, il est accessible et le sens de rotation est indiqué sur la barre d'obturation,  - d'une vanne (n°2) de fermeture en amont du bassin de rétention" ; o lors de la visite l'exploitant n'est pas en mesure de tester le système de fermeture, il n'est pas accessible et le sens de rotation n'est pas indiqué sur la barre d'obturation,  - d'une vanne (n°3) de fermeture de l'exutoire OUEST, en aval du site ; o lors de la visite l'exploitant teste le système de fermeture, il est accessible mais plus compliqué d'accès sans formation ou procédure à proximité, le sens de rotation est indiqué sur la barre d'obturation.  Au total, trois vannes ont été mises en place sur le site. Aucun dispositif ne permet de s'assurer de l'effectivité de la fermeture des vannes. L'exploitant indique ne pas vérifier leur fonctionnement effectif et l'inspection conseille de procéder à un contrôle périodique à cet effet. L'exploitant convient qu'il doit prévoir une procédure expliquant le fonctionnement ainsi que la formation du personnel concernant la manipulation de ces dispositifs.  Le fond du bassin destiné à recueillir une partie des eaux d'extinction d'incendie est tapissé de joncs. L'exploitant indique avoir convenu d'un rendez-vous avec le paysagiste afin d'en effectuer le curage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit s'assurer du confinement d'éventuelles eaux d'extinction incendie. Après avoir mis en place les dispositifs d'obturation il doit : - établir et afficher de manière pertinente des procédures encadrant la manipulation des dispositifs d'obturation des réseaux de collecte d'effluents, - établir et mettre en œuvre la formation du personnel quant au dispositif d'obturation des réseaux de collecte d'effluents lors de pollution accidentelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Dispositif de sécurité – vérification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 6.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage, extincteurs, blocs de secours – entretien
<b>Prescription contrôlée :</b>  6.4.5 Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention feront l'objet de vérification périodiques. Il conviendra en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose, notamment, des justificatifs d'entretiens périodiques concernant les blocs de secours et les extincteurs (certificat Q4 et Q17). A ce titre, un contrat est établi avec le prestataire AED. Les certificats ont été renouvelés en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Besoin en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Besoin en eau d'extinction incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 14 Les caractéristiques des ressources en eaux d'extinction et de refroidissement nécessaires (notamment emplacement, débit, quantité) sont conformes au document technique D 9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001)
<b>Constats :</b>  Concernant les besoins en eau, l'exploitant indique que le site dispose d'une cuve de 1100m3.  Bien que la réserve d'eau n'a toujours pas été complétée, l'exploitant a effectué un terrassement visant à installer une cuve adjacente à l'existante, visant à assurer les besoins en eau et il indique que cette dernière sera installée sous 3 mois, soit fin mai 2024.  Il fournit un devis de 2019, ne retrouvant plus le dernier en date.  L'implantation de la réserve d'eau supplémentaire doit s'effectuer en considération des propositions et préconisations faites lors de l'étude de dangers. En respectant l'aménagement et la surface prévus pour l'accès et le stationnement des véhicules de pompiers, selon les recommandations du SDIS.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit : - Installer la cuve permettant de compléter les besoins en eau d'extinction incendie dans les plus brefs délais conformément aux préconisations du SDIS dans le dernier dossier d'étude de dangers, prévoyant des conditions d'accès et de stationnement (surface minimale) à proximité des réserves d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Régularisation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2019, article R512-46-23 – II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance modificatif
<b>Prescription contrôlée :</b> II. – Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement. Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1. S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22.
<b>Constats :</b>  Des travaux visant à optimiser les stockages ont été réalisés en 2023. Aucun porter-à-connaissance n'a été transmis à l'inspection.  L'exploitant indique ne pas avoir augmenté les stockages. Aussi, il conviendra qu'il en apporte la preuve.  L'inspection rappelle la nécessité de porter à connaissance du préfet les modifications de nature à entraîner un changement notable. Ceci, avant leur mise en œuvre et avec tous les éléments d'appréciation (Article R512-46-23 du Code de l'environnement).  Une analyse et un positionnement au regard de la nomenclature des ICPE sont notamment attendus dans les courriers portant à la connaissance du préfet un projet modificatif.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre le porter-à-connaissance relatif aux travaux réalisés dans les plus brefs délais. Ce dernier comportera notamment les justificatifs démontrant que les quantités stockées n'ont pas été modifiées ainsi qu'une révision de l'étude de danger conforme à la réalité du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Régularisation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/12/2018, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant de la société Piscines DESJOYAUX [...] est mis en demeure de transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de transmettre, conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement, un rapport d'incident sous 15 jours,</li><li>- de mettre en conformité, conformément à l'article 2.2.14 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010, sous 1 an le calcul du débit et de la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires en cas d'incendie, avec transmission du plan d'actions sous 1 mois,</li><li>- de mettre en conformité, conformément à l'article 2.2.16 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010, le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction, sous 1 an avec transmission du planning sous 1 mois,</li><li>- de mettre en conformité sous 1 mois l'implantation des limites des stockages effectués sur le site à au moins 20 mètres des limites du site conformément à l'article 2.1 de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010.</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite d'inspection a été l'occasion de faire le bilan sur l'arrêté préfectoral de mise en demeure et de constater que suite à l'incendie de 2018 ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un rapport d'incident a été transmis sous 15 jours (le 21/12/2018), à la suite du rapport d'inspection,</li><li>- la révision de l'étude de dangers et ses compléments ont été transmis à l'inspection qui les a instruit. Le dossier comportait ;<ul style="list-style-type: none"><li>o le calcul du débit et de la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires en cas d'incendie,</li><li>o le calcul du volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction,</li></ul></li></ul> <p>Par ailleurs, certains stockages demeurent à moins de 20 mètres des limites du site. Néanmoins, l'implantation des limites des stockages a été mise en œuvre conformément à celle présentée dans l'étude de danger instruite par l'inspection en 2020 et ayant abouti à l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2020.</p> <p>Les différents points de l'arrêté de mise en demeure (APMD) ont été régularisés par l'exploitant. L'APMD du 11/12/2018 peut donc être levé.</p> <p>Le plan d'actions devait cependant respecter l'implantation d'une réserve d'eau supplémentaire de 700m<sup>3</sup> sous un délai de 6 mois à compter de la parution de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2020 (Cf constat n°6).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure